



PRÉFET DU VAL DE MARNE

PREMIÈRE DEMANDE CARTE DE SÉJOUR MEMBRE DE FAMILLE D'UN BÉNÉFICIAIRE DE LA PROTECTION SUBSIDIAIRE (article L 313-25 du CESEDA)

Si vous n'avez pas toutes les pièces mentionnées, ne venez pas en Préfecture.

Liste des pièces à fournir (produire originaux et copies de chaque document) :

Les documents étrangers doivent être traduits en français par un traducteur assermenté.

La fiche de renseignement et des modèles de documents sont téléchargeables sur le site internet de la préfecture :

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Demarches-administratives/Etrangers/Creteil/Documents-utiles>

1. DOCUMENTS COMMUNS

- **Justificatif de nationalité** : passeport en cours de validité (pages d'identité et de validité) **ou** attestation consulaire avec photographie, datée de moins d'un an, faisant expressément mention de la nationalité du demandeur **ou** tout autre document permettant de justifier de manière probante de la nationalité (*exemples* : carte d'identité, carte consulaire, etc).
- **Justificatif de domicile** :
La date du document doit être **de moins de 6 mois**, y compris pour un échéancier.
Si le demandeur est locataire ou propriétaire : facture d'électricité ou d'eau ou de gaz ou de téléphone fixe (facture de mobile non acceptée) ou d'accès à internet ou le bail de location (faisant apparaître le nom et les coordonnées des parties) assorti de la dernière quittance de loyer ou la taxe d'habitation, datée de moins de 6 mois.
Si le demandeur est hébergé à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois.
Si le demandeur est hébergé par un particulier : attestation d'hébergement, datée de moins de 6 mois, précisant le nom de l'hébergeant et de l'hébergé, et signée par l'hébergeant. L'attestation doit être accompagnée d'un justificatif d'identité de l'hébergeant en cours de validité (*exemples* : carte nationale d'identité, passeport, carte de séjour, etc) et d'un justificatif de domicile daté de moins de 6 mois au nom de l'hébergeant.
- **Fiche de renseignements préalablement complétée, datée et signée.**
- **3 photographies, format 35 mm x 45 mm** – tête nue, moins de 3 mois et ressemblantes, norme ISO/IES 1979-44-5 2005 (pas de copie).

2. DOCUMENTS SPÉCIFIQUES SELON LA SITUATION DU DEMANDEUR

Conjoint, partenaire ou concubin d'un bénéficiaire de la protection subsidiaire autorisé à séjourner en France au titre de la réunification familiale (article L 313-25 2° du CESEDA)

- **Visa de long séjour (type D) en cours de validité.**
- **Justificatif du lien familial avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire** :
Si le demandeur est marié : acte de mariage ou livret de famille.
Si le demandeur est pacsé : pacte civil de solidarité et attestation de non dissolution de moins de 3 mois ou contrat d'union civile.
- **Carte de séjour du bénéficiaire de la protection subsidiaire ou décision de l'Office national des réfugiés et des apatrides en cas de demande concomitante avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire.**

TOURNEZ LA PAGE SVP

Conjoint ou partenaire d'un bénéficiaire de la protection subsidiaire lorsque le mariage ou l'union civile est postérieur à la date d'introduction de la demande de protection subsidiaire, à condition que le mariage ou l'union civile ait été célébré depuis au moins un an et sous réserve d'une communauté de vie effective
(article L 313-25 3° du CESEDA)

- **Timbre fiscal d'un montant de 50 €** (à acheter en ligne : <https://timbres.impots.gouv.fr>).
Sauf si le demandeur justifie d'un visa de type C ou D en cours de validité au moment de la demande ou d'une entrée en France dans les 3 mois qui précèdent la demande pour les nationalités non soumises à visa (preuve par tout moyen : *exemples* : cachet/tampon d'entrée, billet de transport, etc).
- **Justificatif du lien familial avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire :**
Si le demandeur est marié : acte de mariage ou livret de famille.
Si le demandeur est pacsé : pacte civil de solidarité et attestation de non dissolution de moins de 3 mois ou contrat d'union civile.
- **Carte de séjour du bénéficiaire de la protection subsidiaire ou décision de l'Office national des réfugiés et des apatrides en cas de demande concomitante avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire.**
- **Justificatifs de vie commune :** tous justificatifs en commun permettant d'apprécier la réalité et la durée de l'union, depuis son début (*exemples* : relevé de compte, avis d'imposition, attestation de sécurité sociale, d'assurance, de mutuelle, facture de téléphone, d'électricité, de gaz, d'abonnement internet, taxe d'habitation, etc).

Enfant d'un bénéficiaire de la protection subsidiaire
(article L 313-25 4° du CESEDA)

- **Timbre fiscal d'un montant de 50 €** (à acheter en ligne : <https://timbres.impots.gouv.fr>).
Sauf si le demandeur justifie d'une entrée en France muni d'un visa de type C ou D ou s'il n'est pas d'une nationalité soumise à visa d'une entrée en France durant sa minorité (preuve par tout moyen : *exemples* : cachet/tampon d'entrée, billet de transport, etc).
- **Justificatif de filiation avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire :** acte de naissance comportant la filiation ou livret de famille ou déclaration de reconnaissance ou décision d'adoption.
- **Carte de séjour du bénéficiaire de la protection subsidiaire ou décision de l'Office national des réfugiés et des apatrides en cas de demande concomitante avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire.**

Ascendant d'un mineur bénéficiaire de la protection subsidiaire non marié
(article L 313-25 5° du CESEDA)

- **Timbre fiscal d'un montant de 50 €** (à acheter en ligne : <https://timbres.impots.gouv.fr>).
Sauf si le demandeur justifie d'un visa de type C ou D en cours de validité au moment de la demande ou d'une entrée en France dans les 3 mois qui précèdent la demande pour les nationalités non soumises à visa (preuve par tout moyen : *exemples* : cachet/tampon d'entrée, billet de transport, etc).
- **Décision de l'Office national des réfugiés et des apatrides attribuant la protection subsidiaire au mineur.**
- **Justificatif de filiation avec le bénéficiaire de la protection subsidiaire :** acte de naissance comportant la filiation ou livret de famille ou déclaration de reconnaissance ou décision d'adoption.

PRÉFET DU VAL DE MARNE

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Attention : toutes les rubriques de cet imprimé doivent obligatoirement être complétées.

*Ce formulaire doit être rempli en caractères **majuscules**, **daté**, **signé** et **obligatoirement présenté le jour du rendez-vous***

Situation du demandeur :

Nom de naissance :

Nom d'épouse :

Prénom :

Date de naissance : Lieu de naissance :

Nationalité :

Date d'entrée en France : avec visa : B C D sans visa

Sexe : masculin féminin

Adresse (numéro, nature et nom de la voie, code postal et ville de résidence) :

.....

Chez (M./Mme, nom et prénom de l'hébergeant) :

Téléphone portable :

Téléphone fixe :

Mail :@.....

EN MAJUSCULES – **EXEMPLE** : jean.dupond@gmail.com INSCRIRE : JEAN.DUPOND@GMAIL.COM ZÉRO = Ø -TIRET: (_) (-)
8 6

Situation familiale :

célibataire en concubinage depuis le :

divorcé(e) depuis le : veuf(ve) depuis le :

pacsé(e) depuis le : lieu d'enregistrement du pacs :

séparé(e) légalement..... séparé(e) de fait depuis le :

marié(e) en e noces depuis le :

Ville et pays de célébration du mariage :

Situation de votre conjoint :

Nom de naissance :

Nom d'épouse :

Prénom :

Date de naissance : Lieu de naissance :

Nationalité :

Pays de résidence :

Titulaire d'un titre de séjour en France : non oui numéro étranger :

(09 ou 10 chiffres – Pas de lettres : exemple : 9403016071)

Depuis combien d'années justifiez-vous d'une communauté de vie avec votre conjoint :

ATTESTATION D'HÉBERGEMENT

Je soussigné(e)

*Monsieur, Madame,
(Rayer la mention inutile)*

*Nom :
(Nom de jeune fille pour une femme)*

*Épouse :
(le cas échéant)*

Prénom :

demeurant (numéro et nom de la rue, code postal et ville) :

certifie sur l'honneur, héberger à l'adresse mentionnée ci-dessus, la personne suivante :

*Monsieur, Madame,
(Rayer la mention inutile)*

*Nom :
(Nom de jeune fille pour une femme)*

*Épouse :
(le cas échéant)*

Prénom :

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

*Fait à
le*

Signature de l'hébergeant(e)